



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

29/10/2026

L'engagement du monde du travail dans la mobilisation par la grève.

Samedi 24 octobre, des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs ont de nouveau manifesté. Le gouvernement, et leurs chiens de garde, avaient pourtant tout fait pour discréditer et interdire les manifestants. Nous avons titré : « Une marée humaine ce 24 octobre 2026 ».

Le gouvernement a dû lâcher quelques miettes aux lycéens, sa réponse est très insuffisante et complètement déconnectée des revendications. Où sont les 250 000 nouvelles places dans l'enseignement supérieur ? Où est la baisse du nombre d'élèves par classe, sans budget ? 1 milliard pour rénover les universités d'ici à 2031 ! A l'inférieur 8h-18h le gouvernement propose 1h00 de pause le midi : une provocation ! Parcoursup remplacé en 2028... Toutes les mesures sont programmées pour 2027, 2028, 2031 évitant de s'engager et tentant de berner le mouvement. Tandis que le budget militaire, augmente de 6,5 milliards en une seule année (+11,4 %), plus l'ajout de 36 milliards en juin 2026, auquel il faut ajouter les cours de défense assurés par des militaires dans l'enseignement secondaire et le recours au service national disposant d'un budget chiffré pour 2027 à **2,3 milliards d'euros**, le projet de loi de finances alloue également **267 millions d'euros d'engagements** et **108 millions d'euros de crédits de paiement** pour l'accueil des appelés, chair à canon, afin de défendre les intérêts de l'impérialisme français. Cet argent doit servir à vivre, soigner, former, enseigner, et non à mourir.

Notre mobilisation doit se poursuivre contre le manque de moyens dans l'éducation et la santé, contre les bas salaires, les prix de l'énergie, tout en dénonçant la situation de la jeunesse, la vie chère, les guerres, la répression, les violences policières et le racisme. Toutes ces colères n'en font qu'une, contre un seul ennemi: le capitalisme. Véritable pillier, organisant la flambée de prix du carburant et du gaz, c'est le patronat puisant dans les caisses de l'Etat et les poches des travailleurs, organisant les dettes et les intérêts partant tout droit dans les coffres forts des banques et fonds d'actions, lui le capital, menant une guerre aux travailleurs et la guerre tout court pour ses intérêts, spoliant les richesses créées par les travailleurs, imposant des privations de plus en plus insoutenables pour les peuples. La colère gronde en France, mais aussi en Belgique, Italie, Portugal, Espagne, Albanie, Inde, Argentine, Colombie, Sénégal, Tunisie... les travailleurs doivent rentrer dans le mouvement par les grèves dans les entreprises, là où se trouve le cœur du système : le profit. Les confédérations syndicales appellent, enfin, les travailleurs de tous les secteurs à une journée de grève le 5 novembre, depuis plus de quatre semaines les lycéens enchaînent blocages et manifestations. Un appel dont il faut s'emparer afin d'aller plus loin qu'une simple journée. Face au mépris du gouvernement, il faut plus, que jamais, impérativement se mobiliser le 31 et 5 novembre.

Le pouvoir tremble, la jeunesse a pris conscience de sa force collective afin de porter ses revendications. Elle témoigne également d'une volonté de changement, d'une perspective révolutionnaire.

« Aujourd'hui, la question posée aux salariés et à leurs organisations n'est pas de solliciter les fondés de pouvoir pour demander l'apaisement, ni seulement de dénoncer les ravages commis par Macron et ses gouvernements successifs, mais de construire un rapport de force à la hauteur de la situation. Nous avons une urgence : faire entrer pleinement le monde du travail dans la mobilisation par la grève ». (lien)

Rendez-vous dans la rue le 31 octobre et le 5 novembre dans la grève ! [La grève générale et offensive, reconductible et illimitée, nationale et interprofessionnelle](#) afin de faire échec au pouvoir, son autoritarisme rampant, ses manœuvres et ses lois sécuritaires visant à interdire toute contestation, les rassemblements, couvre feux, l'Etat d'urgence.